

Le bulletin d'INFORMATION

DES ACTUALITES INTERNATIONALES

DANS LE DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

وزارة المالية
MINISTRE DES FINANCES

Cellule de Traitement
du Renseignement financier



خطة معالجة الاستغلال المالي

la lettre d'information de la CTRF / n°14. Décembre 2015

Sommaire

La résolution de l'Onu vise « explicitement » l'EI.....	1
L'ONU veut frapper les jihadistes au portefeuille.....	2
ONU : Adoption d'une résolution pour assécher les sources de financement de Daesh.....	3
Moscou et Washington vont présenter une résolution commune contre Daech.....	3
Nations unies :	4
Le Conseil de sécurité s'en va en guerre contre la finance islamiste.....	4
Nations Unies –Adoption de la résolution 2253 du Conseil de Sécurité.....	4
L'ONU veut tarir les sources de financement de l'organisation Etat islamique.....	5

La résolution de l'Onu vise « explicitement » l'EI

Le projet de résolution de l'Onu, qui sera soumis au Conseil de sécurité de l'Onu, vise « explicitement » l'organisation Etat islamique et son financement par le pétrole, et compte sur la « pression internationale » pour pousser les États à s'attaquer à ce problème, sous peine de sanctions, a indiqué hier à l'AFP le ministre français des Finances, Michel Sapin.

Le Conseil de sécurité adressera avec cette résolution « un message politique

très ferme, très fort : la lutte contre le financement du terrorisme est l'une des priorités de l'ensemble des membres

des Nations unies, et chaque État devra mettre en œuvre les mesures nécessaires », a déclaré le ministre dans un entretien dans son bureau à Bercy. « À la demande de la France et en lien très étroit (avec Paris) » après les attentats du 13 novembre, les États-Unis, qui assurent en décembre la présidence tournante du Conseil de sécurité, ont mis sur pied cette réunion, à laquelle participeront pour « la première fois » les ministres des Finances des 15 États membres, a-t-il souligné.

Le texte, qui s'appuie sur une résolution antérieure concernant el-Qaëda, « sera étendu explicitement à Daech (et) permettra tout particulièrement de viser le gel des avoirs qui seraient d'une manière ou d'une autre tirés du trafic du pétrole », a révélé M. Sapin. « De même, il sera demandé une vigilance toute particulière aux États sur le trafic d'œuvres d'art qui peut alimenter de grands mouvements comme Daech », a-t-il ajouté.

Le ministre des Finances, qui a fait de la traque contre le financement du terrorisme l'un de ses principaux objectifs depuis les attentats de janvier à Paris, est convaincu que les 15

membres du Conseil de sécurité approuveront le texte à l'unanimité. « Je

ne vois pas quel pays pourrait s'opposer en quelque sorte à ce que l'on soit efficace dans la lutte contre le financement du terrorisme », a-t-il affirmé. Selon lui, les cinq membres permanents (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie), qui ont un droit de veto, se montrent « extrêmement fermes dans la mise en œuvre des standards nécessaires ».

Pression internationale

Selon lui, « la question sera donc : "Est-ce que tous les pays font ce qu'il faut pour lutter contre le financement du terrorisme ?" »

La résolution de l'Onu constitue « un support juridique » pour que les pays prennent leurs dispositions. La communauté internationale devra ensuite vérifier que chaque État applique les mêmes mesures.

Cette mission de surveillance reviendra au Groupe d'action financière (Gafi), un organisme intergouvernemental basé à Paris et chargé de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Le Gafi « passe en revue chaque pays », a rappelé M. Sapin. « Chaque pays sera ainsi soumis à un examen pour savoir s'il a bien pris toutes les mesures nécessaires pour lutter efficacement contre le financement du terrorisme »,

a-t-il détaillé. « Et c'est là où la pression internationale, la force du message politique qui sera adressé au monde seront déterminantes », a estimé le ministre. « Aucun pays ne pourra rester de côté. Aucun pays ne pourra paraître indulgent avec le financement du terrorisme, sinon il sera sur une liste et montré du doigt », a-t-il affirmé. « À partir de ce moment-là, des sanctions peuvent être prises contre ces pays », a prévenu le ministre. (Source : AFP)

Liens

[:https://www.lorientlejour.com/article/960633/selon-paris-la-resolution-de-lonu-vise-explicitement-lei.html](https://www.lorientlejour.com/article/960633/selon-paris-la-resolution-de-lonu-vise-explicitement-lei.html)

L'ONU veut frapper les jihadistes au portefeuille

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit adopter jeudi une résolution qui a pour but de frapper les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) au portefeuille en asséchant leurs sources de financement.

Pour la première fois, ce sont les ministres des Finances des 15 pays du Conseil qui se réuniront. Une dizaine d'entre eux (Etats-Unis, France, Royaume uni, Espagne entre autres) ont confirmé leur participation. La résolution, un texte technique de 28 pages mis au point conjointement par Washington et Moscou, cible directement l'EI et s'efforce de resserrer l'étau. "Nous avons déjà de nombreux outils à notre disposition mais il faut maintenant que les pays fassent ce qu'ils ont à faire", résume un diplomate.

La résolution demande aux pays "d'agir de manière énergique et décisive pour

couper les fonds et autres ressources économiques" de l'EI, dont le pétrole et le trafic d'antiquités, et pour sanctionner "de manière plus active" les soutiens financiers du groupe. Les pays sont invités à faire du financement du terrorisme "un grave crime dans leurs lois nationales" et à intensifier les échanges d'informations à ce sujet, y compris entre gouvernements et secteur privé.

Le Conseil avait adopté en février une première résolution permettant de sanctionner les individus ou entités qui financent l'EI en lui achetant du pétrole de contrebande ou des objets archéologiques volés en Syrie et en Irak. Un comité de l'ONU est aussi chargé depuis quinze ans de geler les avoirs financiers de tous ceux qui financent des groupes liés à Al-Qaïda. Sa liste comprend déjà 243 individus et 74 entités. Le comité sera rebaptisé "Comité des sanctions EI-Daech et Al-Qaïda".

Chaque pays est censé remettre dans un délai de quatre mois un rapport sur les mesures qu'il aura prises pour appliquer la résolution.

L'ONU devra aussi produire dans les 45 jours un "rapport stratégique" sur la menace jihadiste et sur les sources de financement de l'EI.

'Pression internationale'

La résolution "demande à tous les pays de criminaliser pleinement le financement du terrorisme (...) même en l'absence de tout lien avec un acte terroriste précis", souligne Adam Szubin, haut responsable du Trésor américain. Quand une banque détecte

une transaction suspecte, celle-ci doit pouvoir être croisée avec des données sur les déplacements de suspects ou des informations de services de renseignement, explique-t-il.

Le ministre français des Finances Michel Sapin compte sur la "pression internationale" pour que tous les pays resserrent les mailles du filet. Par l'intermédiaire du Groupe d'action financière (Gafi), organisme intergouvernemental basé à Paris, rappelle M. Sapin, "chaque pays sera soumis à un examen pour savoir s'il a bien pris toutes les mesures nécessaires".

Selon des experts, l'EI engrange 80 millions de dollars de revenus par mois dans les vastes territoires sous son contrôle en Syrie et en Irak. La moitié vient de taxes prélevées sur les entreprises et les commerces et du pillage des ressources (dont les antiquités) et 40% environ de la contrebande du pétrole et du gaz.

Mais les bombardements de la coalition internationale anti-jihadistes menée par les Etats-Unis et de la Russie ont réduit ces revenus pétroliers, de même que la baisse du prix du brut. Ces millions de dollars servent aussi à gérer le territoire que l'EI contrôle et à fournir à ses habitants un minimum de services.

C'est le talon d'Achille de l'EI, explique M. Szubin. Le groupe "a besoin de transférer régulièrement de larges sommes pour payer les salaires, acheter des armes, maintenir les infrastructures et il doit donc accéder au système financier international",

s'exposant aux contrôles. Ainsi, en Irak, le gouvernement a coupé les liens entre la banque centrale et 90 agences bancaires opérant dans les territoires tenus par l'EI.

Liens/[Http://www.ipreunion.com/terrorisme/reportage/2015/12/17/l-onu-veut-frapper-les-jihadistes-au-portefeuille,37000.html](http://www.ipreunion.com/terrorisme/reportage/2015/12/17/l-onu-veut-frapper-les-jihadistes-au-portefeuille,37000.html)

ONU : Adoption d'une résolution pour assécher les sources de financement de Daesh

Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies devrait adopter d'ici peu une résolution qui vise à mettre fin aux sources de financement de Daesh. Les ministres des Finances des 15 pays du Conseil se réuniront ce jour.

Depuis des mois, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU), s'est penché sur les sources de financement de Daesh. Son patrimoine évalué à 2 260 milliards d'euros et son budget 2015 à 2,6 milliards d'euros font trembler les pays membres du Conseil de sécurité qui veulent mettre fin à cette dépendance financière. Ce jeudi, les ministres des Finances des 15 pays membres devront trouver une résolution pour assécher les sources de financement du groupe terroriste.

Une dizaine d'entre eux (Etats-Unis, France, Royaume uni, Espagne entre autres) ont confirmé leur participation.

Objectif : "agir de manière énergique et décisive"

En février 2015, le Conseil de sécurité de l'ONU avait adopté la résolution élaborée par Moscou et Washington.

Le texte technique de 28 pages cible le financement de l'Etat islamique, du Front al-Nosra et d'autres organisations liées à Al-Qaïda : particulièrement, la vente de pétrole, mais les objets culturels et religieux ainsi que l'argent pour les otages ont été également prévus. "Nous avons déjà de nombreux outils à notre disposition mais il faut maintenant que les pays fassent ce qu'ils ont à faire", affirme un diplomate. La résolution demande aux pays "d'agir de manière énergique et décisive pour couper les fonds et autres ressources économiques" de l'EI et pour sanctionner "de manière plus active" les soutiens financiers du groupe.

"Les pays sont invités à faire du financement du terrorisme un grave crime dans leurs lois nationales et à intensifier les échanges d'informations à ce sujet, y compris entre gouvernements et secteur privé", ajoute ce diplomate.

Mettre en place des mesures de surveillance

Le Conseil de sécurité adressera avec cette résolution "un message politique très ferme, très fort : la lutte contre le financement du terrorisme est l'une des priorités de l'ensemble des membres des Nations unies et chaque État devra mettre en œuvre les mesures nécessaires", a commenté Michel Sapin. La résolution de l'ONU constitue "un support juridique" pour que les pays prennent leurs dispositions.

La communauté internationale devra ensuite vérifier que chaque Etat applique les mêmes mesures. Cette mission de surveillance reviendra au

Groupe d'action financière (Gafi), un organisme intergouvernemental basé à Paris et chargé de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. "Chaque pays sera ainsi soumis à un examen pour savoir s'il a bien pris toutes les mesures nécessaires pour lutter efficacement contre le financement du terrorisme", a détaillé le ministre français des Finances.

Liens

:<http://www.linfo.re/monde/amerique/683425-onu-adoption-d-une-resolution-pour-assecher-les-sources-de-financement-de-daesh>

Moscou et Washington vont présenter une résolution commune contre Daesh

La Russie et les États-Unis soumettront jeudi au Conseil de sécurité des Nations unies une résolution commune sur la lutte contre le financement de l'État islamique. L'information a été révélée mercredi par le sous-secrétaire au Trésor américain Adam Szubin.

Cette réunion du Conseil de sécurité se déroulera sous la présidence du secrétaire au Trésor américain Jacob Lew, en présence des ministres des Finances d'autres pays. La Russie sera représentée par l'ambassadeur russe à l'Onu Vitali Tchourkine.

Ce projet de résolution en 98 points a été élaboré grâce à un travail conjoint entre la Russie et les USA ce qui témoigne, selon Vitali Tchourkine, de la "compréhension commune du danger de la menace terroriste, du besoin d'y

réagir rapidement et de manière adéquate".

La résolution vise à proclamer Daech comme la plus grande menace terroriste autonome, car jusqu'à présent dans les documents du Conseil de sécurité cette organisation était considérée comme une "cellule d'Al-Qaïda". Le texte énumère la liste des sanctions décrétées contre les terroristes et élargit les critères permettant d'adopter des restrictions contre des personnes physiques et morales en lien avec l'État islamique.

Selon le diplomate russe, l'une des priorités est de "renforcer le régime d'identification et de fermeture des canaux de financement illégal de Daech et des groupes associés grâce au trafic de pétrole, d'artefacts et d'autres sources illégales de revenus".

Endéans les 45 jours après l'adoption du document, le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon préparera un rapport spécial sur Daech puis rendra compte de la mise en application des mesures au Conseil de sécurité des Nations unies tous les quatre mois.

Les terroristes de Daech gagneraient jusqu'à 2 millions de dollars par jour grâce au trafic du pétrole extrait dans les régions qu'ils contrôlent en Irak et en Syrie. Les autres sources de revenus de Daech sont les kidnappings contre rançon, les taxes imposées à la population des territoires contrôlés et le commerce d'objets antiques.

En décembre 2014, la Cour suprême de Russie a reconnu Daech et le Front

al-Nosra comme des organisations terroristes et interdit leur activité sur le territoire national. De ce fait, toute implication dans les activités de Daech et du Front al-Nosra sur le territoire russe est un crime pénal. 17.12.2015

Liens

[:http://fr.sputniknews.com/presse/20151217/1020355504/moscou-washington-resolution-daech.html](http://fr.sputniknews.com/presse/20151217/1020355504/moscou-washington-resolution-daech.html)

Nations unies :

Le Conseil de sécurité s'en va en guerre contre la finance islamiste

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, jeudi, à l'unanimité une résolution présentée par la Russie et les Etats unis visant à assécher les sources de financement des djihadistes de l'Etat islamique (EI) a indiqué Reuters.

Les quinze pays membres du Conseil de sécurité, représentés par leurs ministres des Finances, ont exhorté tous les pays à «agir de manière énergique et décisive pour couper les fonds et autres ressources économiques» de l'Etat islamique.

La résolution prévoit, par ailleurs, de geler les avoirs des individus et entités liés au groupe djihadiste et entend sanctionner de manière plus active ses soutiens financiers, souligne Reuters. Elle accorde 120 jours aux Etats membres pour rendre compte au Conseil de sécurité des mesures qu'ils ont prises pour faire appliquer ces sanctions.

Selon Reuters, l'EI dispose dans les banques des zones qu'il contrôle en Irak et en Syrie, d'importantes sommes- entre 500 millions et un milliard de dollars- tandis que la vente de pétrole au marché noir lui a rapporté, jusqu'ici, plus de 500 millions de dollars.

Liens :<http://www.impact24.info/nations-unies-le-conseil-de-securite-sen-va-en-guerre-contre-la-finance-islamiste/>

Nations Unies –Adoption de la résolution 2253 du Conseil de Sécurité

(New York, 17 décembre 2015)

Cette résolution permet de sanctionner les terroristes de Daech comme cela était déjà le cas pour les membres d'Al-Qaïda et de prolonger les régimes de sanction en vigueur.

Après l'adoption de la résolution 2249 du 20 novembre qui avait appelé la communauté internationale à prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre Daech, ce texte renforce le dispositif de lutte contre le financement du terrorisme et permet de mieux prendre en compte la menace que représente Daech.

Les ministres des finances des États membres du conseil de sécurité, dont M. Michel Sapin pour la France, se sont réunis à cette occasion pour que ces mesures puissent être mises en œuvre immédiatement.

Liens :<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/defense-et-securite/crises-et-conflits/la-lutte-contre-daech-en-irak-et-en-syrie/article/lutte-contre-le-financement-du-terrorisme-nations-unies-adoption-de-la>

L'ONU veut tarir les sources de financement de l'organisation Etat islamique

C'est une première dans l'histoire des Nations unies. Les quinze pays membres du Conseil de sécurité étaient exceptionnellement représentés par leurs ministres des finances pour voter à l'unanimité une résolution contraignante qui vise à tarir les sources de financement de l'organisation Etat islamique (EI). Ce n'est pas la première fois que l'ONU s'attaque au nerf de la guerre du groupe djihadiste. En février, une résolution avait déjà été votée qui permettait de sanctionner les individus ou entités qui financent l'EI en lui achetant du pétrole de contrebande ou des antiquités.

Cette résolution, orchestrée par les Américains avec le soutien de la Russie, va plus loin, en invitant les Etats à faire du financement du terrorisme « un grave crime dans leurs lois nationales » et à « agir de manière énergique et décisive pour couper les fonds et autres ressources économiques » des djihadistes avec la coopération du secteur privé et bancaire. Elle cible aussi spécifiquement l'EI, signe que l'organisation est aujourd'hui vue comme une menace plus grande qu'Al-Qaida à la paix et la sécurité dans le monde. Symboliquement, l'organe chargé de voter les sanctions a été rebaptisé comité « Etat islamique-Al Qaida ».

Liens:http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/12/18/l-onu-veut-tarir-les-sources-de-financement-de-l-organisation-etat-islamique_4834604_3218.html

CTRF-Immeuble Ahmed FRANCIS, 16306 Ben aknoun-ALGER
Tel : 021 59 53 10 / Fax : 021 59 52 96